

# Pourquoi le public s'énerve ...

**Social.** La mobilisation de fonctionnaires et de salariés pour la défense des services publics et le maintien de leur statut, pourrait être forte au Havre à l'occasion d'un appel national à la grève. Témoignages de syndicalistes locaux.

**D**emain, jeudi 22 mars, les trois branches de la fonction publique (État, collectivités territoriales et hospitalières) tourneront au ralenti au Havre. Une manifestation partant de la maison des syndicats, à 10 h 30, sera le point d'orgue de cette journée de mobilisation lancée à l'échelle nationale par sept syndicats pour la défense du statut des fonctionnaires, que le gouvernement cherche à assouplir, ainsi que celle de leur pouvoir d'achat. Tous dénoncent la suppression de 120 000 postes prévue durant le quinquennat, le gel du point d'indice, le rétablissement de la journée de carence ainsi que l'augmentation de la CSG qui les touche. Florilège havrais de délégués syndicaux CGT réclamant « des services publics partout, pour tous. »

**Olivier Duval** (pénitentiaire). « Oui le budget de la pénitentiaire augmente. Mais c'est aussi une administration qui voit augmenter ses missions comme celle de l'extraction judiciaire qui relevait, avant, de la police et de la gendarmerie. Et demain seront également créées les équipes locales de sécurité pénitentiaires pour gérer la sécurité périphérique et les détenus radicalisés (dont une trentaine sur Le Havre). Au Havre, à la maison d'arrêt, un agent se charge, seul, de 80 à 100 détenus. On est à 45 000 heures supplémentaires par an pour 179 agents. »

**Frédéric Guérin** (Centrale thermique EDF). « Nicolas Hulot veut fermer les centrales thermiques à charbon pour 2022. On ne veut plus de nous alors que nous ne sommes plus du tout en surcapacité en France. » À noter qu'un conflit se poursuit également à la centrale thermique autour de



Parmi les agents appelés à manifester, ceux de la ville du Havre (photo d'archive)

la diminution, ces dernières années, du nombre d'agents de maintenance.

**Karine Leprevost** (La Poste). « Le constat est tragique. Des plages d'ouvertures plus courtes. Moins de personnel. Plus de files d'attente. On a pu, au Havre, assister à la fermeture des bureaux de Havre-Port et du Cours de la République. Les agents n'exercent plus leur métier. Ils font passer le code, demain rempliront les déclarations d'im-

pôts. Mais ce sera payant... »

**Agnès Goussin-Mauger et Thierry Boudier** (Groupe hospitalier du Havre). « En l'espace de huit ans, on est passé de 37 000 à 45 000 passages annuels aux urgences du Havre, sans augmentation du personnel. Il y manque au moins dix infirmières et 25 aides-soignantes. Et dans le même temps, on voit apparaître les salaires au mérite. Quel mérite ? Celui de revenir travailler sur son temps de

repos ? Le GHH est une cocotte-minute. Elle n'explose pas dans la rue mais discrètement dans les services ou au domicile. »

**Nadia Pisiaux** (territoriaux de la ville du Havre) : « En 2018, nous allons compter 300 départs en retraite. De nouveau, seul un agent sur quatre sera remplacé. Dans les écoles on ne compte plus qu'un ATSEM pour trois à quatre classes. On ne comptera que 155 possibilités de nominations de grades pour 3 150 agents alors qu'à cause du gel du point d'indice nous avons perdu 270 € de pouvoir d'achat en 2017. »

En première ligne de la contestation depuis leur annonce de grève tournante débutant le 3 avril, les cheminots ne devraient pourtant pas prendre part à la manifestation havraise.

**Jean-Marie Mutel** (SNCF). « Après un rassemblement, à 9 h, à la gare du Havre, nous monterons à Paris pour refuser le projet de loi né des trois précédents rapports dont celui de Jean-Cyril Spinetta. Loi que l'on nous imposera par ordonnance. »